



**INDICATEURS CLÉS
DE LA FEDELIMA**

FÉVRIER 2018

PAR TYPOLOGIES

DONNÉES 2016



HYACINTHE CHATAIGNÉ

Chargé de l'observation et des études
hyacinthe.chataigne@fedelima.org
+33 2 40 48 08 85

La FEDELIMA (Fédération des lieux de musiques actuelles) a pour fonction transversale l'observation et la production d'analyses et d'études. Elle a pour cela développé et mise en oeuvre depuis 2005, l'Observation Participative Partagée (OPP). Cette méthode, ou philosophie d'action, repose sur l'accompagnement et l'implication des observés tout au long du travail d'enquête. Cette démarche méthodologique favorise la concertation par un travail collectif de diagnostic et d'analyses à partir des données partagées avec les participants. Ce travail d'observation pérenne permet chaque année l'actualisation d'indicateurs d'activité des structures membres de la fédération.

Les indicateurs clés qui suivent sont extraits de l'enquête de rayonnement national réalisée par la FEDELIMA auprès de ses membres/adhérents durant l'année 2017. 125 lieux sur les 141 adhérents de la fédération ont participé à cette enquête, portant sur leur exercice d'activité 2016. Les données chiffrées communiquées dans ce document ne portent cependant que sur 112 structures ayant renseigné la totalité de leurs informations, soit 79,4% des adhérents de la FEDELIMA.

Suite à la publication des [chiffres clés - données 2016](#) en janvier 2018, ce second volet apporte un éclairage plus précis sur la réalité des lieux et projets de musiques actuelles membres de la FEDELIMA. Ces informations doivent permettre à la fois de mieux comparer la réalité des lieux et projets de musiques actuelles et de mieux appréhender la diversité des structures composant notre fédération.

Ce document propose en ce sens, une sélection d'indicateurs, tels la jauge de l'unité scénique principale, le nombre de dates diffusées à l'année, la hauteur de budget, le pourcentage de financements publics, le nombre de

salariés permanents en ETP (Équivalent Temps Plein), le pourcentage de contrats en emplois aidés, la répartition sexuée des équipes (...) en lecture comparative selon six grandes entrées typologiques.

**TÉLÉCHARGER LES CHIFFRES CLÉS DANS
LEUR INTÉGRALITÉ :**



LES 6 ENTRÉES TYPOLOGIQUES



01 | PAR TYPES DE PROJETS ET D'ÉQUIPEMENTS p.5

- Lieux dédiés musiques actuelles
- Lieux pluriactivités et/ou pluridisciplinaires
- Lieux d'accueil et d'accompagnement des pratiques
- Projets dédiés musiques actuelles sans équipement fixe

02 | PAR TYPES DE TERRITOIRES p.6

- Urbain
- Urbain en environnement rural
- Rural

03 | PAR TYPES DE MODES DE GESTION p.7

- Association
- EPCC
- EPIC
- Régie directe
- SCIC

04 | PAR LABELLISATION SMAC p.9

- Labellisé SMAC
- Non labellisé SMAC

05 | PAR HAUTEURS DE BUDGETS p.10

- Moins de 250 000€
- De 250 000€ à 499 999€
- De 500 000€ à 749 999€
- De 750 000€ à 1 499 999€
- 1 500 000€ et plus

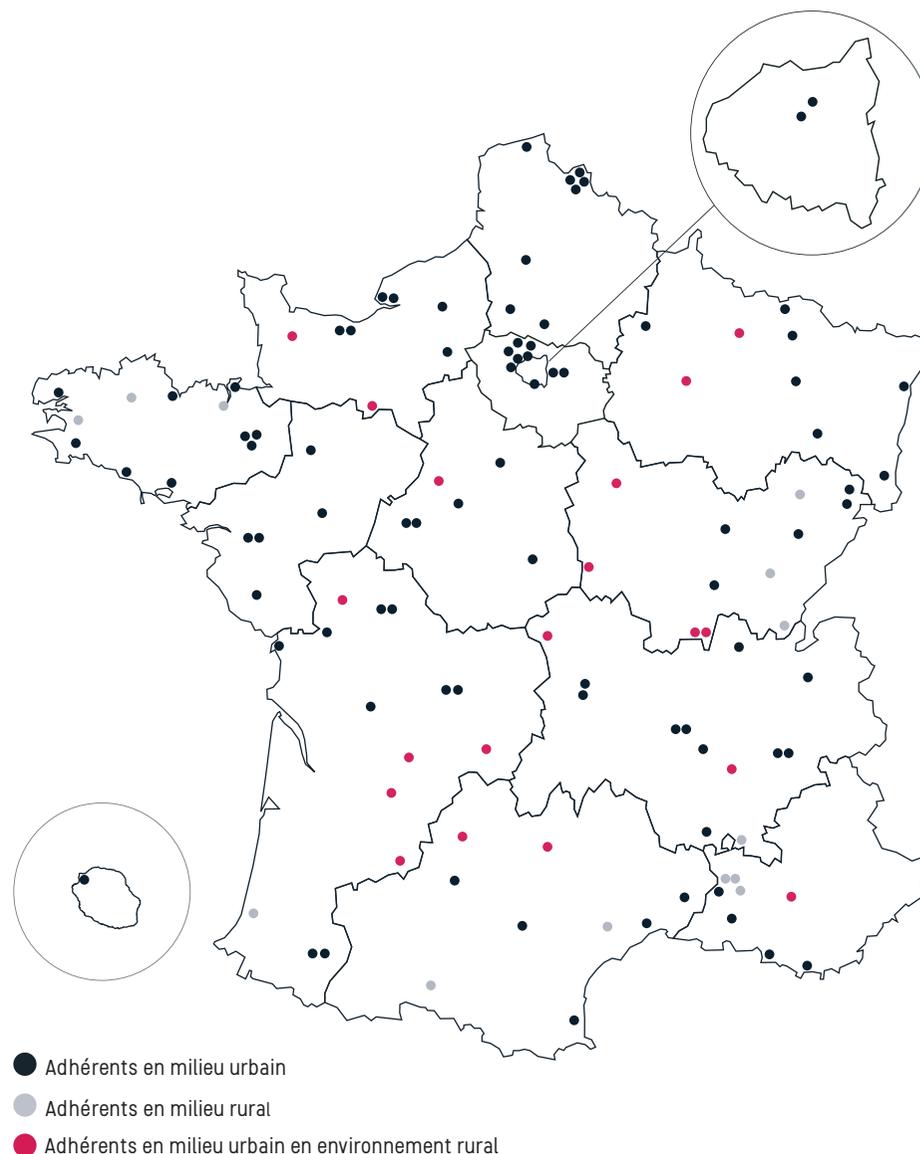
06 | PAR TAILLES D'ÉQUIPEMENTS DE DIFFUSION p.11

- Sans équipement de diffusion
- Moins de 300 places
- De 300 à 599 places
- De 600 à 899 places
- 900 places et plus

LISTE DES ADHÉRENTS AYANT PARTICIPÉ À L'ENQUÊTE ANNUELLE EN 2016

Nous tenons à remercier tout particulièrement l'ensemble des adhérents ayant participé à l'enquête en 2016 :

106 (Le) • 109 (Le) • 4Écluses (Les) • 6PAR4 (Le) • ACP • Aéronef (L') • Akwaba • Ampli • Antipode MJC • ARA • Art'Cade • Astrolabe (L') • Autre Canal (L') • BAM / Trinitaires • Belle Électrique (La) • Bobine (La) • Bolegason (Lo) • Brise Glace (Le) • Café Charbon (Le) • Camji (Le) • Canal 93 • Carène (La) • Cargö (Le) • Carré Bleu • Cartonnerie (La) • Cave à Musique (La) • Cave aux Poètes (La) • Cave Dîmière (La) • CEM (Le) • Chabada (Le) • Chato'do (Le) • Cigale (La) • Citrouille (La) • CLEF (La) • Club (Le) • Collectif PAN • Confort Moderne (Le) • Coopérative de Mai (La) • Cordonnerie (La) • Crescent (Le) • Cuizines (Les) • Des Lendemain Qui Chantent • Diff'Art • Docks (Les) • Echo System • Echonova (L') • ElMediator • EMB Sannois (L') • Emmetrop-Nadir • Espace Culturel Django Reinhardt • Fil (Le) • File 7 • Florida (Le) • Forum (Le) • Fraternelle (La) • Freesson • Fuzz'Yon • Gare (La) • Glazart • Grand Mix (Le) • Grange à Musique (La) • Gueulard+ (Le) • Hiéro Limoges • Jardin Moderne (Le) • Kabardock (Le) • Labo (Le) • Landes Musiques Amplifiées • Luciole (La) • Lune des Pirates (La) • Manège (Le) • Melrose • MJC du Verdunois • MJC Manosque - Café Provisoire • Moloco (Le) • Moulin (Le) • Nef (La) • Normandy (Le) • Noumatrouff (Le) • Nouvelle Vague (La) • Novomax (Le) / Les Polarité[s] • Observatoire (L') • Orange Bleue (L') • Ouvre-Boîte (L') • Paloma • Pannonica (Le) • Passagers du Zinc (Les) • Péniche (La) • Petit Fauchoux (Le) • Plan (Le) • Poudrière (La) • Puce à l'Oreille (La) • Rio Grande (Le) • Rockomotives (Les) • Rocksane (Le) • Rodia (La) • Run Ar Puñs • Salon de Musique • Sans Réserve (Le) • Sax (Le) • Silex (Le) • Sirène (La) • SMAC 07 • Sonambule (Le) • Souris Verte (La) • Stereolux • Tandem • Tannerie (La) • Temps Machine (Le) • Tetris (Le) • Ubu (L') • Vapeur (La) • Victoire 2



1 | LES STRUCTURES PAR TYPES DE PROJETS ET D'ÉQUIPEMENTS

Les lieux et projets de musiques actuelles membres de la FEDELIMA peuvent être répartis en 4 grandes catégories de structures avec des spécificités et des modes de structuration différents.

- **Les lieux dédiés musiques actuelles** (84 structures, soit 75,0%)
Cette catégorie intègre les structures dont l'ensemble des activités (diffusion, accompagnement, actions culturelles, etc.) sont dédiées aux musiques actuelles.
- **Les lieux pluriactivités et/ou pluridisciplinaires** (14 structures, soit 12,5%)
Cette catégorie intègre les structures qui mènent un projet qui n'est pas exclusivement dédié aux musiques actuelles. Ainsi, elles développent un pôle, un service, une part de leur activité autour des musiques actuelles mais mènent également leurs activités autour d'autres disciplines artistiques (arts numériques, arts plastiques, danse, etc.) ou d'autres domaines d'activités (loisirs, sports, social, etc.).
- **Les lieux d'accueil et d'accompagnement des pratiques artistiques** (6 structures, soit 5,4%)
Cette catégorie intègre les structures qui développent un projet autour de l'accompagnement des pratiques musiques actuelles que ce soit par la proposition de cours, la mise en place de résidence, d'accompagnement de groupes (...) et dont la diffusion de concerts n'est pas l'activité principale et première.

- **Les projets dédiés musiques actuelles sans équipement fixe** (8 structures, soit 7,1%)
Cette catégorie intègre les structures qui développent un projet culturel à l'année mais qui n'ont pas d'équipement dédié et/ ou qui développent un projet en itinérance sur un territoire.

PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES CONCERNANT LES INDICATEURS UTILISÉS :

Le nombre moyen de dates en salle diffusés par an correspond au total des dates organisées en productions (productions, coproductions, coréalisation, coorganisation), locations et mises à dispositions gratuites.

Les financements publics correspondent à l'ensemble des aides publiques (subventions de fonctionnement, aides aux projets spécifiques et aides à l'emploi) versées par les différents partenaires publics et/ou sociétés civiles pour la mise en œuvre du projet de la structure.

Les subventions de fonctionnement correspondent aux subventions publiques versées par les collectivités locales et l'État, destinées à couvrir les charges de fonctionnement de la structure. Elles n'intègrent ni les aides aux projets spécifiques (ou financements fléchés sur des actions ponctuelles) ni les aides à l'emploi.

Les recettes propres correspondent aux produits d'exploitation de la structure hors subventions de fonctionnement, aides aux projets et aides à l'emploi.

75,0%

12,5%

5,4%

7,1%

● Lieux dédiés musiques actuelles

● Lieux pluriactivités et/ou pluridisciplinaires

● Lieux d'accueil et d'accompagnement des pratiques

○ Projets dédiés musiques actuelles sans équipement fixe

TYPES DE PROJETS ET D'ÉQUIPEMENTS	NB	%	JAUGE MOYENNE DE L'UNITÉ SCÉNIQUE PRINCIPALE	NOMBRE MOYEN DE DATES EN SALLE DIFFUSÉES PAR AN	BUDGET MUSIQUES ACTUELLES MOYEN	% FINANCEMENTS PUBLICS SUR LE BUDGET	% SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT SUR LE BUDGET	% AIDES AUX PROJETS SUR LE BUDGET	% AIDES À L'EMPLOI SUR LE BUDGET	% RECETTES PROPRES SUR LE BUDGET	NOMBRE EN ETP DE CDD DE PLUS DE 6 MOIS	% EMPLOIS AIDÉS SUR LE TOTAL PERMANENTS	RÉPARTITION PAR GENRE DES CDI ET CDD DE PLUS DE 6 MOIS	
													FEMMES	HOMMES
● Lieux dédiés musiques actuelles	84	75,0%	582 places	65	1 097 225 €	61,0%	52,6%	7,1%	1,9%	32,0%	9,4 ETP	15,7%	39,3%	60,7%
● Lieux pluriactivités et/ou pluridisciplinaires	14	12,5%	560 places	58	922 646 €	61,7%	47,0%	11,1%	2,4%	32,4%	14,2 ETP	16,7%	53,6%	46,4%
● Lieux d'accueil et d'accompagnement des pratiques	6	5,4%	199 places	39	643 902 €	64,8%	45,9%	15,1%	3,4%	33,5%	7,4 ETP	17,9%	41,5%	58,5%
○ Projets dédiés MA sans équipement fixe	8	7,1%	470 places	31	440 698 €	67,4%	49,7%	13,1%	4,6%	31,6%	4,0 ETP	46,2%	57,0%	43,0%
TOTAL / MOYENNE FEDELIMA	112	100,0%	553 places	60	998 361€	61,8%	51,3%	8,5%	2,2%	32,1%	9,4 ETP	18,4%	42,6%	57,4%

2 | LES STRUCTURES PAR TYPES DE TERRITOIRES

Les structures membres de la FEDELIMA sont implantées sur l'ensemble du territoire métropolitain, mais dans des environnements territoriaux très disparates. En effet, porter un projet musiques actuelles sur un territoire rural avec une faible densité de population n'implique pas les mêmes problématiques, les mêmes coûts de fonctionnement, que de porter ce même projet dans une grande métropole. C'est pourquoi, il peut être nécessaire de répartir et classer les structures par type de territoire afin d'affiner la lecture de leur fonctionnement.

Cette nomenclature a été constituée sur la base des chiffres du dernier recensement de la population française produits par l'INSEE. Les catégories définies ci-dessous ne correspondent cependant pas aux définitions posées par l'INSEE. Elles ont été définies à partir de l'observation des structures adhérentes à la FEDELIMA, en fonction des spécificités observées liées au territoire d'implantation et en croisant des données sur le nombre d'habitants, la densité de population des communes, intercommunalités et départements.

- **Milieu urbain** (78 structures, soit 69,6%) : cette catégorie concerne les structures implantées dans des villes de + 40 000 habitants avec une densité de population moyenne de 4 500 habitants/km². Elle concerne également des structures implantées sur des communes périurbaines, parfois peu peuplées, mais avec une densité de population moyenne de 2 000 habitants/km².
- **Milieu urbain en environnement rural** (22 structures, soit 19,6%) : cette catégorie concerne les structures implantées sur des petites villes (- de 25 000 habitants) ou villes moyennes (- de 40 000 habitants) qui sont dans un environnement rural, c'est-à-dire dans des intercommunalités dépassant de peu le nombre d'habitants de la ville centre et sur des territoires départementaux à faible densité de population (inférieure à 70 habitants/km²).
- **Milieu rural** (12 structures, soit 10,7%) : cette catégorie concerne les structures implantées sur des communes de moins de 10 000 habitants et de faibles densités de population (moins de 400 habitants/km²).



TYPES DE TERRITOIRES	NB	%	JAUGE MOYENNE DE L'UNITÉ SCÉNIQUE PRINCIPALE	NOMBRE MOYEN DE DATES EN SALLE DIFFUSÉES PAR AN	BUDGET MUSIQUES ACTUELLES MOYEN	% FINANCEMENTS PUBLICS SUR LE BUDGET	% SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT SUR LE BUDGET	% AIDES AUX PROJETS SUR LE BUDGET	% AIDES À L'EMPLOI SUR LE BUDGET	% RECETTES PROPRES SUR LE BUDGET	NOMBRE EN ETP DE CDD DE PLUS DE 6 MOIS	% EMPLOIS AIDÉS SUR LE TOTAL PERMANENTS	RÉPARTITION PAR GENRE DES CDI ET CDD DE PLUS DE 6 MOIS	
													FEMMES	HOMMES
● Urbain	78	69,6%	609 places	68	1 200 372 €	60,7%	52,3%	7,0%	1,8%	32,6%	10,9 ETP	16,0%	42,3%	57,7%
● Urbain en environnement rural	22	19,6%	432 places	47	609 172 €	65,0%	52,6%	10,1%	2,3%	31,3%	6,6 ETP	16,4%	40,9%	59,1%
● Rural	12	10,7%	394 places	30	398 802 €	63,0%	42,4%	15,6%	5,0%	30,4%	4,9 ETP	37,6%	47,8%	52,2%
TOTAL / MOYENNE FEDELIMA	112	100,0%	553 places	60	998 361€	61,8%	51,3%	8,5%	2,2%	32,1%	9,4 ETP	18,4%	42,6%	57,4%

3 | LES STRUCTURES PAR TYPES DE MODES DE GESTION

En termes de modes de gestion, les membres de la FEDELIMA sont en grande majorité des structures juridiques de droit privé à but non lucratif (associations) ou à lucrativité limitée (SCIC), pour un total de 76,8%, les établissements publics et régies représentant en revanche moins d'un quart des structures.

Parmi les structures gestionnaires de droit privé, 13,4% ont une Délégation de Service Public (DSP), forme de contractualisation par laquelle une personne morale de droit public, ici la commune ou l'intercommunalité propriétaire du bâtiment, confie à un délégataire la gestion d'un service public, ses apports financiers étant liés à un cahier des charges précis des activités à conduire. La mise en œuvre des DSP est soumise au code des marchés publics, et donc à la procédure d'appel d'offres.

On notera également que les EPCC (Établissement Public de Coopération Culturelle) gèrent les équipements de plus grande taille, qui pour la majorité développent des projets pluridisciplinaires, avec une jauge moyenne de 946 places, un budget moyen musiques actuelles de 1,7 M€, et près de 24 salariés permanents en ETP (Équivalent Temps Plein). Comme le montre le tableau qui suit, les moyennes sont nettement plus faibles pour l'ensemble des associations.

Les EPIC (Établissement Public à caractère Industriel et Commercial), sont quant à eux, le mode de gestion majoritaire des projets musiques actuelles nés depuis une dizaine d'années.



MODES DE GESTION	NB	%	JAUGE MOYENNE DE L'UNITÉ SCÉNIQUE PRINCIPALE	NOMBRE MOYEN DE DATES EN SALLE DIFFUSÉES PAR AN	BUDGET MUSIQUES ACTUELLES MOYEN	% FINANCEMENTS PUBLICS SUR LE BUDGET	% SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT SUR LE BUDGET	% AIDES AUX PROJETS SUR LE BUDGET	% AIDES À L'EMPLOI SUR LE BUDGET	% RECETTES PROPRES SUR LE BUDGET	NOMBRE EN ETP DE CDI ET DE CDD DE PLUS DE 6 MOIS	% EMPLOIS AIDÉS SUR LE TOTAL PERMANENTS	RÉPARTITION PAR GENRE DES CDI ET CDD DE PLUS DE 6 MOIS	
													FEMMES	HOMMES
● Association	84	75,9%	510 places	60	891 138 €	61,2%	48,6%	9,9%	2,6%	34,5%	8,7 ETP	22,0%	44,6%	55,4%
● EPCC	4	3,6%	946 places	83	1 728 945 €	67,3%	56,4%	10,6%	0,3%	27,2%	23,5 ETP	4,6%	48,4%	51,6%
● EPIC	13	11,6%	774 places	69	1 760 008 €	62,8%	58,8%	3,0%	1,0%	27,7%	12,4 ETP	9,0%	39,4%	60,6%
● Régie directe	9	8,0%	457 places	40	667 768 €	65,3%	66,0%	3,2%	1,3%	15,8%	6,9 ETP	6,4%	30,9%	69,1%
● SCIC	1	0,9%	400 places	43	263 889 €	47,6%	33,3%	7,4%	6,8%	51,7%	2,8 ETP	—	—	—
TOTAL / MOYENNE FEDELIMA	112	100,0%	553 places	60	998 361€	61,8%	51,3%	8,5%	2,2%	32,1%	9,4 ETP	18,4%	42,6%	57,4%

3 | LES STRUCTURES PAR TYPES DE MODES DE GESTION - DÉFINITIONS

- **Association** (85 structures, soit 75,9%) : une association est un contrat passé entre plusieurs personnes (au moins deux) qui décident de mettre en commun leurs connaissances ou leur activité pour réaliser un projet collectif dans un but autre que le partage de bénéfices. Ce mode de gestion est dit de « droit privé ». La gouvernance de la structure, porteuse du projet de la structure, est majoritairement composée de personnes physiques. Y sont associées parfois des personnes morales, mais rarement des collectivités territoriales nommées alors « membres de droits ». Les salariés sont embauchés sous contrat de droit privé. Les collectivités et l'État sont des partenaires des associations parfois commanditaires (ex : DSP, subventions apportées à des appels à projets...).
- **EPCC** (4 structures, soit 3,6%) : les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent constituer avec l'État un établissement public de coopération culturelle (EPCC). L'EPCC est constitué de plusieurs collectivités publiques (collectivités territoriales et/ou État) et est chargé de la gestion d'un service public culturel présentant un intérêt pour chacune des personnes morales en cause et contribuant à la réalisation des objectifs nationaux dans le domaine de la culture. Ce mode de gestion est dit de « droit public ». La gouvernance est composée des différentes collectivités publiques porteuses du projet (personnes morales) mais peuvent également comporter des personnes qualifiées issues de la société civile. Les salariés sont embauchés sous contrat de droit privé hormis la direction et le comptable.
- **EPIC** (13 structures, soit 11,6%) : un EPIC est une régie (dans le cas des adhérents de la FEDELIMA une « Régie personnalisée »), portée par une collectivité territoriale, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle se crée via une nouvelle structure publique ayant son propre organe délibératif et décisionnel, prenant la forme d'un établissement public industriel et commercial. Ce mode de gestion est dit de « droit public ». La gouvernance est composée de la collectivité porteuse du projet et peut associer d'autres personnalités morales et/ou des personnes qualifiées. Les salariés sont embauchés sous contrat de droit privé hormis la direction et le comptable.
- **Régie directe** (9 structures, soit 8,0%) : les structures ayant un mode de gestion en régie directe sont gérées directement par la collectivité porteuse du projet. La régie directe peut être à autonomie financière, bénéficiant d'une enveloppe budgétaire propre alors que la régie directe est directement gérée par les services financiers de la collectivité. Ce mode de gestion est dit de « droit public ». Les salariés ont un statut de droit public.
- **SCIC** (1 structure, soit 0,9%) : une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) est une coopérative pouvant être créée soit sous la forme d'une société anonyme (SA) soit sous la forme d'une société à responsabilité limitée (SARL), à capital variable et qui a pour objet la production ou l'offre de produits ou de services présentant un intérêt social. Ce mode de gestion est dit de « droit privé ». La gouvernance est composée de différents actionnaires et associés de trois catégories : des employés de la coopérative, des bénéficiaires des biens et services offerts par la coopérative et des personnes physiques ou morales (associations, bénévoles, collectivités, conseils régionaux) qui contribuent à l'activité de la SCIC. Contrairement à l'association dont c'est la gouvernance, c'est le dirigeant de la SCIC qui est responsable au civil et au pénal. Les salariés sont embauchés sous contrat de droit privé.

4 | LES STRUCTURES LABELLISÉES SMAC (SCÈNES DE MUSIQUES ACTUELLES) PAR L'ÉTAT ET LES STRUCTURES NON LABELLISÉES

Le terme « SMAC » (Scène de Musiques Actuelles) renvoie au label d'État créé en 1998. Ce label est attribué par le ministère de la Culture à des structures qui assurent des missions de diffusion (concerts), d'accompagnement des pratiques, de l'amateur au professionnel (répétition, enregistrement, formation, ressource, création...) et des actions culturelles sur le territoire, dans le domaine des musiques dites "actuelles"¹.

Ce terme est aujourd'hui fréquemment utilisé de manière générique par les pouvoirs publics et les professionnels pour désigner les structures portant un projet musiques actuelles. Il est pourtant important de préciser, afin d'éviter toute confusion, que seuls 80 adhérents de la FEDELIMA sont en réalité labellisés SMACs (ou en cours de l'être) par l'État au 31 décembre 2016 sur la totalité des 141 structures membres de la fédération, soit 56,7%.



LABELLISATION SMAC PAR L'ÉTAT	NB	%	JAUGE MOYENNE DE L'UNITÉ SCÉNIQUE PRINCIPALE	NOMBRE MOYEN DE DATES EN SALLE DIFFUSÉES PAR AN	BUDGET MUSIQUES ACTUELLES MOYEN	% FINANCEMENTS PUBLICS SUR LE BUDGET	% SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT SUR LE BUDGET	% AIDES AUX PROJETS SUR LE BUDGET	% AIDES À L'EMPLOI SUR LE BUDGET	% RECETTES PROPRES SUR LE BUDGET	NOMBRE EN ETP DE CDD DE PLUS DE 6 MOIS	% EMPLOIS AIDÉS SUR LE TOTAL PERMANENTS	RÉPARTITION PAR GENRE DES CDI ET CDD DE PLUS DE 6 MOIS	
													FEMMES	HOMMES
● Labellisé SMAC	74	66,1%	638 places	65	1 172 844 €	64,3%	55,0%	7,2%	1,8%	30,9%	10,3 ETP	15,3%	41,9%	58,1%
● Non labellisé SMAC	38	33,9%	375 places	49	658 578 €	57,0%	44,0%	11,2%	3,0%	34,5%	7,7 ETP	24,4%	44,1%	55,9%
TOTAL / MOYENNE FEDELIMA	112	100,0%	553 places	60	998 361€	61,8%	51,3%	8,5%	2,2%	32,1%	9,4 ETP	18,4%	42,6%	57,4%

1 - Cf. Arrêté du 5 mai 2017 fixant le cahier missions et des charges relatif au label « Scène de Musiques Actuelles-SMAC »

5 | LES STRUCTURES PAR HAUTEURS DE BUDGETS

Les projets de musiques actuelles adhérents à la FEDELIMA sont pour une très grande majorité soutenus par leurs partenaires publics (État et services déconcentrés, collectivités territoriales...) au regard des missions d'intérêt général auxquelles leurs projets font écho et qu'ils développent pour les personnes sur leur territoire. Ces missions d'intérêt général consistent, entre autres, à la découverte artistique, à la sensibilisation, à l'accompagnement des pratiques, au conseil administratif et/ou technique, à l'aide à l'insertion professionnelle des artistes, en accord avec une politique tarifaire favorisant le développement des pratiques artistiques de tous et l'accès du plus grand nombre aux différents services proposés.

La hauteur du budget des structures peut varier de manière importante. Le budget des structures restant en adéquation avec le projet artistique et culturel de la structure (nombre de salariés permanents pour le mettre en œuvre, nombre d'activités menées, intensité de l'activité, etc.), la taille de l'équipement dont elle a la gestion (nombre et taille des espaces de diffusions de concerts, nombre de studios de répétition, etc.) et le périmètre/rayonnement de ses actions. En 2016, le budget moyen des lieux membres de la FEDELIMA est de 998 361 € allant de 121 617 € pour le plus petit à 3 994 132 € pour le plus important.



HAUTEURS DE BUDGETS	NB	%	JAUGE MOYENNE DE L'UNITÉ SCÉNIQUE PRINCIPALE	NOMBRE MOYEN DE DATES EN SALLE DIFFUSÉES PAR AN	BUDGET MUSIQUES ACTUELLES MOYEN	% FINANCEMENTS PUBLICS SUR LE BUDGET	% SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT SUR LE BUDGET	% AIDES AUX PROJETS SUR LE BUDGET	% AIDES À L'EMPLOI SUR LE BUDGET	% RECETTES PROPRES SUR LE BUDGET	NOMBRE EN ETP DE CDD DE PLUS DE 6 MOIS	% EMPLOIS AIDÉS SUR LE TOTAL PERMANENTS	RÉPARTITION PAR GENRE DES CDI ET CDD DE PLUS DE 6 MOIS	
													FEMMES	HOMMES
● moins de 250 000 €	11	9,8%	324 places	26	189 259 €	63,0%	46,5%	15,8%	4,9%	34,4%	3,9 ETP	32,8%	52,5%	47,5%
● de 250 000€ à 499 999€	20	17,9%	358 places	37	370 348 €	66,9%	50,3%	12,9%	3,8%	29,8%	5,1 ETP	27,9%	45,3%	54,7%
● de 500 000 € à 749 999 €	20	17,9%	371 places	54	607 518 €	64,4%	56,8%	5,6%	1,9%	23,0%	6,6 ETP	18,3%	41,0%	59,0%
● de 750 000 € à 1 499 999 €	42	37,5%	562 places	61	1 035 085 €	64,1%	54,3%	7,8%	1,7%	30,1%	11,3 ETP	14,4%	40,8%	59,2%
● 1 500 000 € et plus	19	17,0%	1 027 places	106	2 458 090 €	47,8%	42,7%	4,6%	0,6%	47,3%	16,1 ETP	9,1%	39,8%	60,2%
TOTAL / MOYENNE FEDELIMA	112	100,0%	553 places	60	998 361€	61,8%	51,3%	8,5%	2,2%	32,1%	9,4 ETP	18,4%	42,6%	57,4%

6 | LES STRUCTURES PAR TAILLES D'ÉQUIPEMENTS DE DIFFUSION DE CONCERTS

La diffusion dans les lieux de musiques actuelles correspond à l'activité par laquelle les structures organisent une programmation musicale de concerts d'une ou de plusieurs formations musicales, ou groupes, effectuant une ou plusieurs représentations d'un spectacle, à une date précise et dans un espace (à l'intérieur ou à l'extérieur des murs d'une salle) ayant une jauge qui peut varier selon différents critères de configuration. Les représentations diffusées peuvent avoir un caractère payant ou gratuit.

La diffusion et l'organisation de concerts demeure pour une grande majorité des lieux membres de la FEDELIMA une activité inscrite au cœur de leur projet artistique

et culturel. Cependant cette fonction originelle s'est repositionnée progressivement dans le temps dans une dynamique de projet plus large pour devenir un élément, un outil et non plus une finalité majeure. Les structures membres de la FEDELIMA présentent une très grande diversité, notamment dans leur capacité d'accueil avec des jauges maximales allant de 100 à 1 999 places. Il s'agit d'un critère déterminant à prendre en compte lors de l'analyse de l'activité de diffusion et plus largement lors de la création d'un équipement de musiques actuelles car elle peut représenter une part prépondérante de l'économie des structures.



TAILLES D'ÉQUIPEMENTS DE DIFFUSION DE CONCERTS	NB	%	JAUGE MOYENNE DE L'UNITÉ SCÉNIQUE PRINCIPALE	NOMBRE MOYEN DE DATES EN SALLE DIFFUSÉES PAR AN	BUDGET MUSIQUES ACTUELLES MOYEN	% FINANCEMENTS PUBLICS SUR LE BUDGET	% SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT SUR LE BUDGET	% AIDES AUX PROJETS SUR LE BUDGET	% AIDES À L'EMPLOI SUR LE BUDGET	% RECETTES PROPRES SUR LE BUDGET	NOMBRE EN ETP DE CDI ET DE CDD DE PLUS DE 6 MOIS	% EMPLOIS AIDÉS SUR LE TOTAL PERMANENTS	RÉPARTITION PAR GENRE DES CDI ET CDD DE PLUS DE 6 MOIS	
													FEMMES	HOMMES
Sans équipement de diffusion*	7	6,3%	-	34	368 651 €	65,7%	45,4%	15,5%	4,9%	4,7%	3,7 ETP	38,7%	67,1%	32,9%
Moins de 300 places	23	20,5%	207 places	49	579 397 €	65,0%	53,7%	11,6%	3,8%	1,8%	7,4 ETP	16,4%	44,4%	55,6%
De 300 à 599 places	43	38,4%	422 places	55	728 598 €	63,1%	51,7%	8,2%	1,9%	3,2%	7,7 ETP	23,2%	39,5%	60,5%
De 600 à 899 places	20	17,9%	679 places	61	1 057 392 €	61,1%	52,0%	7,7%	1,7%	1,3%	10,9 ETP	13,9%	39,2%	60,8%
900 places et plus	19	17,0%	1 160 places	92	2 285 905 €	53,9%	48,9%	3,5%	0,6%	0,7%	16,3 ETP	7,4%	42,0%	58,0%
TOTAL / MOYENNE FEDELIMA	112	100,0%	553 places	60	998 361€	61,8%	51,3%	8,5%	2,2%	32,1%	9,4 ETP	18,4%	42,6%	57,4%

* La catégorie « sans équipement de diffusion » correspond aux structures développant un projet musiques actuelles sans équipement fixe, c'est-à-dire qui ne disposent pas d'équipement de diffusion en gestion directe et/ou qui développent un projet en itinérance. Ces structures peuvent cependant organiser des concerts dans différents équipements de diffusion ancrés sur le territoire.

L'OBSERVATION ET LES ÉTUDES À LA FEDELIMA

En 2014, Les Éditions Mélanie Seteun en partenariat avec la FEDELIMA ont ouvert une nouvelle collection « Musique et environnement professionnel ». Cette nouvelle collection se veut largement ouverte aux études émanant des acteurs artistiques et culturels et de leurs représentants : fédérations, syndicats, réseaux territoriaux et autres groupements d'acteurs... Vous pouvez télécharger gratuitement au format PDF les dernières études réalisées par la FEDELIMA :



LA COOPÉRATION ENTRE PROJETS DE MUSIQUES ACTUELLES : ENJEUX, FREINS ET FACTEURS FACILITANTS

Cette publication a été réalisée par la FEDELIMA dans le cadre d'un appel à projets d'étude d'intérêt national sur les nouvelles modalités de coopérations associatives locales.



LA DIFFUSION DANS LES LIEUX DE MUSIQUES ACTUELLES - ANALYSE STATISTIQUE ET TERRITORIALE SUR LA SAISON 2011

Cette étude a été réalisée par la FEDELIMA en partenariat avec le CNV (Centre National des Variétés), le RIF (Réseaux en Île-de-France) et la SMA (Syndicat des Musiques Actuelles).



ACTIONS CULTURELLES ET MUSIQUES ACTUELLES - PRINCIPAUX RÉSULTATS D'UNE ENQUÊTE NATIONALE

Cette étude a été réalisée par Opale/CRDLA Culture et la FEDELIMA, avec le soutien du ministère de la Culture et de la Communication (DGCA) en partenariat avec le Collectif RPM, la FERAROCK, la FFMJC, la FRACA-MA, le R.A.O.U.L. et le RIF.

Pour ses missions d'observation, la FEDELIMA est soutenue par la DGCA (Direction Générale de la Création Artistique du ministère de la Culture) et le CNV (centre national de la chanson des variétés et du jazz) :



centre national
de la chanson des
variétés et du jazz

LES PUBLICATIONS À PARAÎTRE EN 2018

« L'EMPLOI PERMANENT DANS LES LIEUX DE MUSIQUES ACTUELLES » - 1^{er} semestre 2018

Une enquête réalisée par la FEDELIMA et le RIF, en partenariat avec Opale, auprès de 140 structures de musiques actuelles, portant sur près de 1 100 salariés permanents.

« LES PRATIQUES COLLECTIVES ET VOLONTAIRES DE LA MUSIQUE EN AMATEUR DANS LE CHAMP DES MUSIQUES POPULAIRES » - 2^{ème} semestre 2018

Une étude menée par la FEDELIMA sur les musiciens qui pratiquent en amateur : quelle place occupe la musique dans leur vie, quelles sont les réalités de leurs pratiques, de l'apprentissage à la production en public ?